

	DATE	Numéro
DÉPÔT	18/07/2019	2019-10590
ENREGISTREMENT	24/07/2019	152788/CO/300
A RRÊTÉ ROYAL		7
Law Wild Control of Co		
MONITEUR BELGE		

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98/6

Séance du mardi 16 juillet 2019

Convention collective de travail modifiant la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques

x x x

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98/6 DU 16 JUILLET 2019 MODIFIANT LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N° 98 DU 20 FEVRIER 2009 CONCERNANT LES ECO-CHEQUES

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires ;

Vu l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs ;

Vu l'article 38, § 1er, alinéa 1er, 25° du CIR 92;

Vu la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques enregistrée le 28 mai 2009 sous le numéro 92235/CO/300, telle que modifiée par la convention collective de travail n° 98 bis du 21 décembre 2010 enregistrée le 18 janvier 2011 sous le numéro 102839/CO/300, la convention collective de travail n° 98 ter du 24 mars 2015 enregistrée le 2 avril 2015 sous le numéro 126264/CO/300, la convention collective de travail n° 98 quater du 26 janvier 2016 enregistrée le 10 février 2016 sous le numéro 131252/CO/300 et la convention collective de travail n° 98 quinquies du 23 mai 2017 enregistrée le 15 juin 2017 sous le numéro139889/CO/300 ;

Considérant les avis n° 2.029 du 24 mars 2017, n° 2.033 du 23 mai 2017, n° 2.096 du 25 septembre 2018 et l'avis n° 2.136 du 16 juillet 2019 ;

Considérant que les interlocuteurs sociaux entendent confirmer l'objectif qu'ils ont poursuivi lors de l'institution des éco-chèques, à savoir une augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs par l'octroi d'un avantage spécifiquement destiné à l'achat de produits ou de services présentant une plus-value écologique ;

Considérant que la liste des produits et services pouvant être acquis avec des éco-chèques est exhaustive et limitative, se doit d'être transparente, claire et facilement applicable ;

Considérant la nécessité de garantir une stabilité de la liste, qui est désormais évaluée en principe tous les deux ans, aux années paires ;

Considérant cependant que les interlocuteurs sociaux ont convenu que les futures évaluations de la liste pourraient, s'il échet, être enclenchées à plus brève échéance ;

Considérant que les interlocuteurs sociaux ont constaté des évolutions marquantes de certaines conceptions écologiques, et en particulier, en matière de mobilité durable/mobilité douce, entre autres reflétées dans la loi du 17 mars 2019 concernant l'instauration d'un budget mobilité;

Considérant également que le cas échéant, les interlocuteurs sociaux se penchent, dans l'intervalle entre deux évaluations, sur les questions d'interprétation qui leur sont soumises, afin de clarifier l'application de la liste;

Considérant que cet examen des questions d'interprétation peut également mener à une adaptation de la liste ;

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique
- les organisations présentées par le Conseil supérieur des indépendants et des petites et moyennes entreprises
- « De Boerenbond »
- la Fédération wallonne de l'Agriculture
- l'Union des entreprises à profit social
- la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique
- la Fédération générale du Travail de Belgique
- la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique

ont conclu, le 16 juillet 2019, au sein du Conseil national du Travail, la convention collective de travail suivante.

Article 1er

La liste des produits et services écologiques pouvant être acquis avec des éco-chèques annexée à la convention collective de travail n° 98 du 20 février 2009 concernant les éco-chèques est remplacée par la liste annexée à la présente convention collective de travail.

Article 2

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle pourra être révisée ou dénoncée à la demande de la partie signataire le plus diligente, moyennant un préavis de six mois. L'organisation qui prend l'initiative de la révision ou de la dénonciation doit indiquer, par lettre ordinaire adressée au Président du Conseil national du Travail, les motifs et déposer des propositions d'amendements que les autres organisations s'engagent à discuter au sein du Conseil national du Travail dans le délai d'un mois de leur réception.

Fait à Bruxelles, le seize juillet deux mille dix-neuf.

X X X

Vu l'article 28 de la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, le Conseil national du Travail demande que la présente convention soit rendue obligatoire par le Roi.

PRODUITS ET SERVICES ECOLOGIQUES

Utilisation durable de l'eau et de l'énergie

- Tous les produits et services destinés spécifiquement à économiser l'eau et l'énergie
- Tous les produits et services pour l'isolation (thermique et acoustique) des habitations
- Tous les produits qui fonctionnent exclusivement à l'énergie renouvelable ou qui permettent la production d'énergie renouvelable

MOBILITÉ ET LOISIRS DURABLES

Mobilité durable & respectueuse de l'environnement

- Tous les vélos, speed-pedelecs, trottinettes, steps, monoroues (monocycles), hoverboards, sans moteur ou avec moteur électrique, et tous les scooters électriques & accessoires
- Transports en commun (à l'exception des abonnements domicile travail), autocar, ainsi que le transport de personnes partagé sans chauffeur
 - Cours d'éco-conduite
- Tous les accessoires et abonnements pour les bornes de recharge des véhicules électriques

Jardinage durable

J

Arbres et plantes

disposent du label

Tous les appareils électriques qui

Appareils électriques peu énergivores

énergétique européen à partir de A+

Produits et services qui disposent du label écologique européen

Ecolabel

Tous les produits qui sont spécifiquement destinés à l'entretien du jardin (à l'exception des produits phytopharmaceutiques ne disposant pas d'un des labels biologiques reconnus suivants)





Tous les outils de jardinage électriques (y compris leur(s) batterie(s)) ou non motorisés

Tous les produits qui disposent du logo de production

biologique de l'UE

Produits biologiques

Ecotourisme

 Toutes les infrastructures touristiques situées en Belgique qui disposent du label Clé verte



Produits en bois et papier respectueux de l'environnement qui disposent des labels FSC ou PEFC

Tous les produits achetés dans un magasin Biogarantie

Tous les produits avec le label Biogarantie



A.C. F. SECR-00

A.C. FSC-SECR-0045

SC

REMARQUE GÉNÉRALE: Pour chaque produit, la location, le placement, l'entretien et la réparation peuvent aussi, le cas échéant, être payés avec des éco-chèques.

RÉUTILISATION, RECYCLAGE & PREVENTION DES DECHETS

Achats de produits de seconde main

- Tous les produits à l'exception des appareils pourvus de moteurs non électriques
 - Tous les appareils électriques qui disposent du label énergétique européen à partir de A+
 - Tous les petits appareils électriques

Achat de produits destinés spécifiquement à la réutilisation ou au compostage

Achat de produits recyclés ou de produits composés de matériaux recyclés ou récupérés, compostables ou biodégradables

Réparations

 Toutes les réparations de produits à l'exception des appareils pourvus de moteurs non électriques © Conseil national du Travail



DATUM	Nummer
18/07/2019	2019-10590
24/07/2019	152788/CO/300
-	
	18/07/2019 24/07/2019

Zitting van dinsdag 16 juli 2019

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98/6

Collectieve arbeidsovereenkomst tot wijziging van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques

 $\mathsf{x} \qquad \mathsf{x} \qquad \mathsf{x}$

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98/6 VAN 16 JULI 2019 TOT WIJZIGING VAN COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 98 VAN 20 FEBRUARI 2009 BETREFFENDE DE ECOCHEQUES

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders;

Gelet op artikel 38, § 1, eerste lid, 25° van het WIB 92;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques, geregistreerd op 28 mei 2009 onder het nummer 92235/CO/300, zoals gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 bis van 21 december 2010, geregistreerd op 18 januari 2011 onder het nummer 102839/CO/300, de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 ter van 24 maart 2015, geregistreerd op 2 april 2015 onder het nummer 126264/CO/300, de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 quater van 26 januari 2016, geregistreerd op 10 februari 2016 onder het nummer 131252/CO/300 en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 quinquies van 23 mei 2017 geregistreerd op 15 juni 2017 onder het nummer 139889/CO/300;

Overwegende de adviezen nr. 2.029 van 24 maart 2017, nr. 2.033 van 23 mei 2017, nr. 2.096 van 25 september 2018 en het advies nr. 2.136 van 16 juli 2019;

Overwegende dat de sociale gesprekspartners de doelstelling willen bevestigen die ze hebben vastgesteld bij de uitwerking van het stelsel van de ecocheques, namelijk een verhoging van de koopkracht van de werknemers door de toekenning van een voordeel dat specifiek bestemd is voor de aankoop van producten of diensten met een ecologische toegevoegde waarde;

Overwegende dat de lijst van de producten en diensten die met ecocheques aangekocht kunnen worden, exhaustief en limitatief is en transparant, duidelijk en makkelijk toepasbaar moet zijn;

Overwegende dat de stabiliteit van de lijst, die voortaan in principe om de twee jaar in de even jaren wordt geëvalueerd, moet worden gewaarborgd;

Overwegende dat de sociale gesprekspartners evenwel zijn overeengekomen dat toekomstige evaluaties van de lijst eventueel binnen een kortere termijn van start kunnen gaan; Overwegende dat de sociale gesprekspartners belangrijke ontwikkelingen in de ecologische inzichten hebben vastgesteld, in het bijzonder op het gebied van duurzame/zachte mobiliteit, onder andere weerspiegeld in de wet van 17 maart 2019 betreffende de invoering van een mobiliteitsbudget;

Overwegende ook dat de sociale gesprekspartners zich in voorkomend geval tussen twee evaluaties buigen over de hen voorgelegde interpretatievragen teneinde duidelijkheid te bieden bij de toepassing van de lijst;

Overwegende dat die bespreking van de interpretatievragen ook kan leiden tot een aanpassing van de lijst;

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers:

- Het Verbond van Belgische Ondernemingen
- De organisaties voorgedragen door de Hoge Raad voor de Zelfstandigen en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
- De Boerenbond
- "La Fédération wallonne de l'Agriculture"
- De Unie van de socialprofitondernemingen
- Het Algemeen Christelijk Vakverbond van België
- Het Algemeen Belgisch Vakverbond
- De Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België

op 16 juli 2019 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1

De bij de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van 20 februari 2009 betreffende de ecocheques gevoegde lijst van de producten en diensten die met ecocheques kunnen worden aangekocht, wordt vervangen door de bij deze collectieve arbeidsovereenkomst gevoegde lijst.

Artikel 2

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 september 2019.

Ze is gesloten voor onbepaalde tijd. Ze kan op verzoek van de meest gerede ondertekende partij worden herzien of opgezegd, met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden. De organisatie die het initiatief tot herziening of opzegging neemt, moet in een gewone brief aan de voorzitter van de Nationale Arbeidsraad de redenen ervan aangeven en amendementsvoorstellen indienen; de andere organisaties verbinden zich ertoe deze binnen een maand na ontvangst ervan in de Nationale Arbeidsraad te bespreken.

Gedaan te Brussel, op zestien juli tweeduizend negentien.

X X X

Gelet op artikel 28 van de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, vraagt de Nationale Arbeidsraad dat deze overeenkomst bij koninklijk besluit algemeen verbindend wordt verklaard.

cao nr. 98/6

ECOLOGISCHE PRODUCTEN & DIENSTEN

Duurzaam omgaan met energie en water

- · Alle producten en diensten die er specifiek op gericht zijn om water en energie te besparen
- Alle producten en diensten om woningen te isoleren (thermisch en akoestisch)
- Alle producten die uitsluitend werken op hernieuwbare energie of die hernieuwbare energie kunnen opwekken

Energievriendelijke elektro





- Alle elektroapparaten met het Europese energielabel vanaf A+
- Producten en diensten met het Europese ecolabel





Alle producten met het EU-logo voor

biologische productie

Biologische producten

- Alle producten met het Biogarantie-label
 - Alle producten gekocht in een Biogarantie-winkel





labels

Alle toeristische infrastructuur gelegen in België met het label

"groene sleutel"

Ecotoerisme



A.C. FSC-SECR-0045

DUURZAME MOBILITEIT & VRIJE TIJD

Milieuvriendelijke en duurzame mobiliteit

Alle fietsen, speedpedelecs, steps, eenwielers, hoverboards, zonder motor of met elektrische motor, en alle elektrische scooters & toebehoren

Alle producten met uitsluiting van apparaten met niet-

Aankoop tweedehandsproducten

Alle elektro met het Europese energielabel vanaf A+

elektrische motoren

Alle kleine elektro

HERGEBRUIK, RECYCLAGE & AFVALPREVENTIE

ၜ

- abonnementen), autocar, alsook gedeeld personenvervoer Openbaar vervoer (met uitsluiting van woon-werkzonder chauffeur
- Cursussen ecodriving
- Alle toebehoren en abonnementen voor oplaadpunten voor elektrische voertuigen

Aankoop van producten die specifiek bestemd zijn voor

hergebruik of compostering

Duurzaam tuinieren

- Bomen en planten
- Alle producten die specifiek gericht zijn op het onderhoud van de tuin (met uitsluiting van gewasbeschermingsmiddelen zonder één van onderstaande erkende biolabels)

producten

producten of

Aankoop van gerecycleerde

of recuperatiemateriaal,

composteerbaar of biologisch afbreekbaar materiaal

gerecycleerd

bestaande uit





Alle elektrische tuingereedschappen (met inbegrip van hun batterijen) en alle niet gemotoriseerde tuingereedschappen

Alle herstellingen van producten met uitsluiting van

Herstellingen

apparaten met niet-elektrische motoren

© Nationale Arbeidsraad

Green Key